

Initiatives ministérielles

croissance, une fois que l'économie mondiale se sera améliorée. Tout le monde le dit aujourd'hui. Ce sera la preuve que notre gouvernement a bel et bien honoré ses obligations envers les Canadiens, obligations qui consistaient à les aider à se construire un avenir stable et prospère. Voilà ce à quoi nous travaillons actuellement et continuerons de travailler.

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, je ferai une très brève observation car le ministre m'a défiée de traiter de certaines déclarations qui avaient été faites. Permettez-moi de citer le quotidien *The Ottawa Citizen* du 4 décembre 1992 dans lequel Don Mazankowski annonce qu'il se retire de ce programme; il y déclare que certains Canadiens croient que tout ce que nous faisons ici, c'est de signer des chèques et de les expédier aux gens. Mais cette époque est révolue. Il déclare aussi dans ce journal que les coeurs sensibles veulent que le gouvernement consacre davantage aux programmes sociaux, mais qu'en supprimant les prestations aux employés qui quittent volontairement leurs emplois, nous sommes simplement justes à l'égard des travailleurs et des entreprises qui appuient le système. Il dit qu'il faut penser à ceux qui travaillent, penser à eux et aux sacrifices qu'ils font.

[Français]

Mais le pire, c'est que son collègue le ministre de l'Emploi dit, et je le cite encore: «Venir prétendre qu'une personne qui quitte volontairement son emploi sans aucune raison pour s'en aller en Floride l'hiver devrait obtenir des prestations d'assurance-chômage. Il est à peu près temps qu'un gouvernement ait assez de couilles pour faire face à la réalité, considérant l'époque, etc. etc.»

[Traduction]

Ces déclarations, y compris celle de l'ex-ministre à l'effet que la récession a été fabriquée de toutes pièces au Canada, sont du domaine public. Si le ministre pouvait seulement cesser d'accuser les autres de mal citer les faits. Les faits sont ici très clairs et nets; plusieurs journaux du pays ont cité des déclarations prononcées par des membres de son propre gouvernement au cours des derniers jours.

M. McDermid: Monsieur le Président, la députée a relevé les paroles du ministre des Finances et mentionné plusieurs de ses déclarations. Elle vient tout juste de le faire. Elle en a mentionné d'autres dans son discours, et je crois qu'elle en a fabriqué quelques-unes en cours de route. Fidèle à sa rhétorique excessive habituelle, elle a probablement attribué au ministre des Finances un certain nombre d'affirmations qui ne lui appartiennent pas. J'aimerais bien voir chacun des énoncés qu'elle cite comme étant soi-disant des déclarations du ministre des

Finances et l'entendre justifier chacun d'entre eux. Elle n'en a justifié qu'un seul.

M. Dennis Mills (Braodview—Greenwood): Monsieur le Président, j'ai écouté attentivement le discours du député, en particulier lorsqu'il a dit, si je me souviens bien, que nous devons briser le cercle vicieux du déficit. Depuis neuf ans, les projections du gouvernement concernant le déficit et la dette ne se sont pas vraiment concrétisées. Les conservateurs sont au pouvoir depuis 1984. Lorsqu'ils étaient dans l'opposition, ils avaient une position très nette au sujet du déficit et de la dette. À l'époque, leur parti se démarquait du nôtre à cet égard à cause de son attitude un peu plus compatissante à l'égard des chômeurs et des personnes en difficulté.

Le gouvernement s'est présenté avec un projet de réforme fiscale, ce qui ne l'a pas empêché d'imposer 32 augmentations d'impôt, sans parler de la TPS qui est mal conçue et à l'égard de laquelle le ministre a reconnu la semaine dernière que des changements s'imposaient. Je pense qu'il a raison.

Depuis six ans, notre excédent commercial décline; en neuf ans, la dette a doublé. Je dois cependant reconnaître que les chiffres concernant l'inflation sont très positifs et que les taux d'intérêt sont faibles. On constate cependant au sein de l'opinion publique une absence de confiance et d'espoir à l'égard de notre économie. Je voudrais, par votre intermédiaire, faire savoir au député que cette situation est attribuable en bonne partie au peu de confiance qu'inspire le gouvernement. En fait, on ne se fie pas du tout à ses projections.

Je me demande si le député se rend compte que notre incapacité à ranimer la confiance des gens s'explique en partie par le fait qu'aucune des mesures prises récemment par le gouvernement n'a contribué de quelque manière que ce soit à rétablir cette confiance, et que le gouvernement tient le même discours en l'an neuf que celui qu'il tenait en l'an un. Pourtant, ce gouvernement n'a jamais mis en oeuvre ses propres idées, ni ses propres recommandations.

M. McDermid: Monsieur le Président, ce n'est pas vrai. Je peux dire au député que je ne fais pas le même discours qu'il y a neuf ans. Je peux lui dire que notre déficit est la moitié de ce qu'il était lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, en 1984. Cette année-là, le déficit représentait environ 8,5 p. 100 de notre produit intérieur brut. Aujourd'hui, il n'est plus que de 4,5 p. 100. Il a diminué de moitié.

Je peux dire que nous avons aujourd'hui un excédent d'exploitation, ce que je n'aurais pas dit en 1984. Le gouvernement d'alors empruntait 16 milliards de dollars uniquement pour le fonctionnement de l'État. Aujourd'hui nous avons un excédent de fonctionnement de